

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2.50 francs. Abonnement annuel: 69 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Quand les communistes encadrent les démocrates

L'image qui nous restera de la grève à rallonge des enseignants est celle du popiste Aristide Pedrazza à la tête des manifestants, les yeux révulsés, mimant la fureur et vociférant les sempiternels slogans de la lutte des classes. On se pose la question: comment des enseignants ont-ils pu accepter de servir de masse de manœuvre à cet énergumène obsédé par ses règlements de compte avec le franquisme? Etendons la question: comment se fait-il que, connaissant les conséquences politiques et sociales invariables de l'application concrète de l'idéologie marxiste, la population vaudoise ne se soit pas plus émue de l'emprise d'un communiste sur l'un des corps de métier les plus importants du Canton?

On peut, dans une certaine mesure, incriminer l'absence de mémoire et d'imagination du citoyen moyen, peut-être aussi sa paresse et son désir de confort moral. Mais cela ne suffit pas: si des néo-nazis avaient tenté de récupérer l'irritation des enseignants à leur profit, l'Europe entière l'aurait su et se serait indignée dans l'heure. On aurait fait donner la police avant même que ne commence la manifestation.

Pourtant, en termes de conquêtes, massacres, déportations et guerres civiles, les régimes communistes n'ont rien à envier au national-socialisme. En termes de méthodes non plus, même si Staline professait une grande admiration à l'égard de Hitler pour sa façon efficace et définitive de traiter les opposants. Il n'en reste pas moins qu'on se montre infiniment plus indulgent pour les crimes des communistes que pour ceux des nazis.

Cette différence de traitement découle du fait que le national-socialisme est foncièrement hostile au principe d'égalité, notamment en matière de races et d'ethnies, alors que le communisme est, en doctrine, égalitaire et universaliste. Pour le communisme, il n'y a pas de races, les hommes sont tous égaux, les peuples aussi. Ils briseront les chaînes et les frontières, et se résorberont en une seule masse quand ils se seront libérés de leurs aliénations religieuses, nationalistes et individualistes. L'humanité atteindra alors le terme de l'Histoire, ayant pleinement accompli sa nature.

Or, la démocratie électorale, semblable au communisme sur ce point essentiel, est elle aussi fondée sur l'éga-

lité: «Un homme, une voix». Tous les partis sont égalitaires, même les partis «de droite». Certes il y a des nuances. Les libéraux plaident avant tout pour l'égalité politique, en y ajoutant éventuellement l'«égalité des chances», alors que les socialistes visent l'égalité de tous les humains en toutes choses. En particulier, ils affirment l'égalité des droits des nationaux et des étrangers et condamnent les frontières comme génératrices d'inégalités. Les néo-libéraux leur emboîtent le pas sur ce point: la libre concurrence et le marché mondial sont égalitaires, dans leur théorie du moins, sinon dans leurs résultats.

Mais tous sont égalitaires, y compris les membres de l'UDC, même si ceux-ci n'appliquent l'égalité qu'aux citoyens helvétiques.

Tous ces démocrates réprouvent les méthodes des communistes, leur violence, leur cynisme et leurs mensonges, leur irrespect de la légalité et des libertés individuelles. Les démocrates «de droite» dénoncent en outre leur haine obsessionnelle des patrons et de la propriété privée, leur rejet de la patrie, leur mépris à l'égard de l'Eglise. Mais sur le fond, ils sont mal à l'aise, car ils sentent

confusément qu'ils puisent à la même source idéologique que les communistes.

Cette connivence idéologique les pousse à accepter avec une grande bienveillance la ligne de défense adoptée par les communistes actuels: le léninisme n'était pas du marxisme, ni le stalinisme, qui était plutôt une sorte de fascisme, ni le maoïsme, ni le castrisme, ni la République démocratique allemande, ni les régimes des Polpot, Ceaucescu et autres Hodja. Ce sont les menées d'Etats réactionnaires vendus aux capitalistes qui les ont empêchés de conduire la Révolution à chef. Mais la prochaine vague sera la bonne. L'avenir reste radieux. Et quand ils affirment qu'ils ont rompu avec les méthodes violentes du passé, les bourgeois les croient. Ils ont tellement envie de les croire.

Voilà pourquoi l'on peut voir aujourd'hui des personnes estimables, cultivées, humanistes et tout, se placer d'elles-mêmes sous la coupe d'un révolutionnaire braillard pour bêler, mollement et non sans quelque gêne il est vrai: «Tous ensemble, tous ensemble, tous, tous, tous...»

OLIVIER DELACRÉTAZ

Pourquoi le latin?

La défense du latin comme matrice de la civilisation occidentale ne connaît pas de frontière. C'est ainsi qu'est paru en début d'année dans la célèbre petite collection jaune «Reclam» un opuscule intitulé *Warum Latein? – Zehn gute Gründe* (Pourquoi le latin? Dix bonnes raisons)¹.

Son auteur, Friedrich Maier, est professeur émérite de langues anciennes à l'Université Humboldt de Berlin. La presse allemande a loué l'ouvrage pour sa limpidité et sa force de conviction. En effet, l'argumentaire – car c'en est un – expose de façon systématique et pénétrante les bénéfices de l'apprentissage du latin. Des chapitres sur la sémantique et la syntaxe à ceux traitant de poésie et de philosophie en passant par les développements sur la rhétorique, quelques grandes figures de la civilisation latine et les textes fondamentaux de l'Histoire, ces huitante pages font regretter à tout lecteur d'avoir jusque-là considéré la langue de Cicéron au mieux comme une sympathique vieilleries.

Pour Friedrich Maier, la traduction des textes antiques est comme un labyrinthe qui nous mène à la connaissance, parfois même à la contemplation. Le livre ne commence pas immédiatement par un plaidoyer. Loin des lieux communs que l'on a l'habitude d'entendre sur le sujet, c'est d'une étude statistique que tout part. Il a été demandé à 5000 parents d'élèves allemands à quel point ils considéraient l'étude du latin comme importante, et pourquoi. En tête arrivent les raisons suivantes: meilleure compréhens-

sion de la langue maternelle et des langues étrangères, formation de l'esprit, prise de conscience de l'héritage européen commun. (Ce dernier point fait rêver d'une Europe dont les élites traiteraient d'autre chose que de réglementations spécieuses et de «critères de convergences...») Suivent ensuite dans l'ordre: la compréhension de la grammaire, la formation du caractère, de l'esprit critique, et enfin: l'amélioration de la lecture.

Il est rappelé clairement que la pensée doit se formuler et que, sans langue précise, il n'y a pas de pensée claire. Une banalité qui fait réfléchir. Ne suggère-t-on pas aujourd'hui que l'économie moderne exigerait des connaissances immédiatement utilisables, aux dépens d'une pensée bien structurée? Or, c'est justement à la structure de la phrase que l'élève se retrouve confronté lorsqu'il aborde un thème ou une version. Pas possible de saisir vaguement le sens général du texte; il s'agit d'en pénétrer la construction, c'est-à-dire de reconnaître le rôle de chaque mot dans l'ensemble, de distinguer le volant du chauffeur et le moteur des roues. L'appréhension du texte n'est pas seulement intuitive, mais nécessite une connaissance préalable des différents éléments et une grande discipline dans l'analyse avant d'aborder la traduction, qui est reproduction de l'idée dans un autre système de pensée. Le latin apprend à comprendre en profondeur et par là même aussi à exprimer².

Le schéma de la traduction latine est résumé comme suit: d'abord l'observation lente et concentrée, puis l'analyse et l'assimilation de ce qui a été observé, afin d'éclairer le sens du texte. C'est alors que commence la phase créative pour le traducteur, qui doit modifier la forme tout en préservant l'énoncé, transvaser le parfum d'un récipient à l'autre sans en perdre une goutte. C'est tout l'art de l'herméneutique.

Si étudier le latin permet d'enrichir sa propre expression, en particulier son vocabulaire, il aide également à mieux déjouer les pièges de la langue, les approximations de son interlocuteur, ses sophismes, la rhétorique sous toutes ses formes (l'«information» est-elle si différente de la publicité?). Le latin permet de répondre à des images manipulées ou à des mots en désordre par des phrases logiques et fondées. Il apprend l'argumentation. Le latin est aussi un bouclier.

Dans un tout autre registre, nous ne résistons pas au plaisir de citer quelques figures célèbres de l'histoire, de la pensée et de la littérature auxquelles le latin donne un accès direct, que ce soit par ce qu'elles ont elles-mêmes écrit dans cette langue, ou par ce que d'autres ont écrit d'elles dans cette même langue: Cicéron, César, Lucrèce, Catulle, Virgile, Horace, Auguste, Tite-Live, Ovide, Sénèque, Tacite, Constantin, saint Jérôme, saint Augustin, Clovis, Justinien, saint Grégoire le Grand, Charlemagne, saint Bernard, Frédéric

Barberousse, saint Thomas d'Aquin, saint Louis, Jeanne d'Arc, Charles Quint, Calvin, Galilée, Descartes, Newton, etc. Sans oublier toute la pensée grecque dont l'Empire romain et l'Eglise ont été les dépositaires... en latin. Comme le rappelle le professeur berlinois, le contact avec un texte dans sa langue originale est unique. La couleur de l'original ne se retrouve pas dans la copie.

Pourquoi le latin donc? Parce que tout à tour il enseigne dans le jeu et éprouve dans l'effort. A la lecture de l'opuscule, les latinistes se souviendront pourquoi ils ont consacré tellement d'heures sur une branche «qui ne sert à rien»; quant aux autres, peut-être réaliseront-ils qu'il n'est jamais trop tard pour prendre à cœur le conseil de Goethe: «Ce que tu as hérité de tes Pères, à toi de le gagner pour le posséder.»

JEAN-BAPTISTE BLESS

¹ Friedrich Maier, *Warum Latein? – Zehn gute Gründe*, Verlag Philipp Reclam jun., Stuttgart, 2008.

² L'importance capitale du latin pour la formation de l'esprit a été récemment soulignée dans *24 heures* (26.08.2008) par le chroniqueur François Berger: «La mise en français d'un texte antique développe chez l'élève des compétences d'expression, de cohérence et de précision du propos; elle l'oblige à une réflexion de fond sur le fonctionnement même de la langue (donc de la nôtre) et l'amène à poser des hypothèses, à effectuer des choix, développant ainsi son esprit critique et scientifique.»

Miss Suisse 2008 et la modernité métisse

La nouvelle Miss Suisse 2008, Whitney Toyloy, est yverdonnoise. Cela ne nous surprend guère, la beauté des femmes du Pays de Vaud n'étant plus à démontrer. Les Lausannoises en particulier ont, paraît-il, les plus belles jambes de Suisse en raison notamment des petites ascensions que pratiquent quotidiennement les habitant(e)s de notre capitale toute en montées et descentes.

Mais, demandera-t-on, la lauréate est-elle réellement vaudoise? Car ce n'est pas l'avis de tout le monde, comme le montre un article de Jocelyn Rochat paru dans *le Matin dimanche*¹ intitulé «Demain, nous serons tous comme Miss Suisse: métis!» Il vaut la peine de citer cet article qui illustre un fantasme très répandu sous nos latitudes.

«Je suis la preuve que les métisses peuvent gagner.» «J'incarne la Suisse multiculturelle!» Depuis qu'elle porte la couronne de reine de beauté nationale, Whitney Toyloy n'a cessé d'évoquer son ascendance. Avec des origines helvétiques côté maternel et new-yorkaises côté paternel, mais encore panaméennes par sa grand-mère et chinoises par son grand-père, l'Yverdonnoise justifie pleinement son surnom de «Miss Multi-Kulti».

Au terme de Miss «métisse», qui renvoie aux périodes sombres de la ségrégation raciale, la presse alémanique a donc préféré un mot plus neuf et plus glamour pour célébrer la victoire d'une tendance qui deviendra un jour majoritaire dans le pays.

Voilà donc Whitney Toyloy promue symbole de l'avenir coloré qui attend l'Occident. Abusif? Non, suggère Jean-Claude Guillebaud qui a longuement réfléchi à ce futur dans «Le commencement d'un monde», un ouvrage qui vient d'arriver dans les librairies. [...]

L'essayiste français y annonce la fin d'une séquence historique, celle de la stricte hégémonie occidentale. «Nous sommes en marche vers une modernité métisse. On annonce un choc des civilisations, alors même qu'il s'agit d'une rencontre progressive. On s'inquiète d'une aggravation des différences entre les peuples, quand les influences réciproques n'ont jamais été aussi fortes. En réalité, les "civilisations" se rappro-

chent. Ce rendez-vous est inéluctable et sans équivalent dans l'histoire humaine.»

Le journaliste parle de *métamorphose planétaire*. Il appuie la thèse de M. Guillebaud en indiquant que bientôt *l'homme blanc deviendra une «minorité» en ville de Londres*, ou que *58% des migrants qui entrent en Suisse sont universitaires. La majorité d'entre eux viennent de l'Union européenne, mais la Suisse connaît aussi des figures de patrons multiculturels comme Julian Cook, de FlyBaboo (mère indienne, père anglais) ou Michael Drieberg, de Live Music (ascendance indienne et anglaise).*

Demain, serons-nous tous comme Miss Suisse? Il ne serait pas mauvais que nous soyons tous un peu plus beaux: le bien commun y gagnerait. En attendant, rectifions deux ou trois affirmations de cet article. C'est bien sûr une couronne de reine de beauté fédérale, et non nationale, qu'a gagnée Mlle Toyloy. Ensuite, le terme de «Miss MultiKulti» ne nous paraît pas très glamour, surtout s'il est prononcé avec le raclement de gorge propre à nos Confédérés germanophones. Espérons qu'elle ne devra pas traîner ce surnom toute l'année.

Il y a plus. L'article fait l'amalgame entre race et civilisation, ou entre la culture d'une personne et son ascendance biologique. Le journaliste utilise l'adjectif «multiculturel» pour désigner des patrons qui ont un parent indien, par opposition à ceux qui ont un parent européen. De même, Mlle Toyloy s'est décrite comme une candidate «multiculturelle» en vertu de son sang. Comme si la culture était transmise par l'hérédité! Nous croyons savoir qu'elle est une gymnaste vaudoise comme les autres, qui vit au quotidien la même culture que ses camarades de classe. Qu'elle ait des ancêtres chinois et panaméens ne change rien à l'affaire.

Et que dire du fantasme d'une Suisse bientôt peuplée exclusivement de métis? Ce n'est pas très logique. Le métissage s'entend toujours de groupes distincts et homogènes. Le métis fascine précisément parce qu'il mélange deux ou plusieurs types bien définis, dont on pense qu'il combine les diverses qualités. C'est ce qu'a compris Mlle Toyloy, ou son

conseiller en communication, et elle joue presque autant là-dessus que sur sa beauté. Dire «demain, nous serons tous métis» est un non-sens. Si tout le monde devient métis, personne ne sera plus métis, puisque sans la présence de groupes homogènes il n'y aura plus rien à métisser. S'il se réalise jamais, l'«avenir coloré» de l'Occident sera donc gris.

On voit que la thèse de l'article est non seulement absurde, mais implicitement raciste. En effet, si M. Guillebaud parle de «modernité métisse», c'est nécessairement par opposition à des groupes homogènes et distincts existants. Les races humaines existent donc? Apparemment il est devenu politiquement correct d'en parler si c'est pour se féliciter de leur disparition prochaine... surtout lorsqu'une seule d'entre elles paraît vouée à disparaître. A force de se prendre pour une fin de race, M. Guillebaud fait du racisme à l'envers. Encore un peu et il nous dira que les métis sont supérieurs aux autres hommes! Il reprend surtout un thème cher aux racistes puisqu'il annonce la disparition prochaine de la race blanche. Certes, prédire un métissage généralisé demande moins de courage que de reconnaître que les peuples occidentaux n'arrivent pas à se renouveler.

Feignant de croire que l'Asie, l'Afrique ou le Proche-Orient tendent au même métissage que l'Europe, M. Guillebaud annonce même la fin des conflits entre peuples. Selon l'intellectuel français, les civilisations se rapprochent, «ce rendez-vous est inéluctable». S'il le dit...

Bien sûr, l'Occident riche et âgé va continuer à dépendre de l'immigration pour survivre. Le mode de vie moderne occidental va continuer à se répandre dans le monde. Mais cela ne fait pas une culture. Une culture unit. Les jeans et la techno n'ont pas ce potentiel. La modernité découpe les communautés traditionnelles selon ses critères individualiste et consumériste. Elle ne mélange pas les cultures, elle les brasse au point de les déraciner. La modernité n'est multiculturelle que parce qu'elle est anticulturelle.

D'ailleurs les apôtres du métissage n'expliquent jamais ce qu'ils entendent concrètement par là. On imagine déjà nos descendants tenir des conversations en hispano-chinois tout en trempant leur taillé aux greubons dans le curry... Al-lons, ce n'est pas très crédible.

Car les cultures et les civilisations se font concurrence. Même lorsqu'elles se mélangent, les proportions ne sont jamais égales et l'une d'elle a le dessous. Toute société humaine tend à l'homogénéité culturelle. Si cette tendance fait défaut, elle ne mérite guère le nom de société. «Multiculturel» est un oxymore. Seule la faiblesse des liens sociaux explique l'apparition du communautarisme dans les grandes villes européennes où de larges populations immigrées résistent à l'assimilation.

M. Guillebaud semble croire que les échanges culturels limitent les conflits entre les peuples. C'est faux. Les notions de «rapprochement» et de «choc» ne sont pas contradictoires. Les Romains qui virent leur empire céder sous la poussée démographique des Germains et des Huns eurent probablement l'impression que ces barbares se rapprochaient d'eux, un peu trop à leur goût sans doute. De même, influence réciproque ne veut pas dire fusion pacifique. Les Grecs se seraient bien passés de l'influence turque dont ils ont subi et subissent encore les conséquences. Quelle que soit la vitesse à laquelle deux cultures se rencontrent, si elles sont incompatibles, un conflit aura lieu. C'est pourquoi, tout en affirmant que l'identité nationale est distincte de l'origine ethnique, nous savons que des changements de population trop brutaux peuvent briser la communauté culturelle. Plus une nation est forte, mieux elle intègre ses habitants originaires d'ailleurs. Les prophètes du métissage soutiennent l'inverse, mais ils ont tort.

Ne laissons pas les démagogues utiliser le visage de Whitney Toyloy pour cacher nos problèmes démographiques et identitaires. Selon le credo mondialiste exprimé par les journalistes et intellectuels à la mode, il faudrait se réjouir de la faiblesse de notre nation, puisqu'en échange nous aurons de belles métisses plein les rues. Ridicule.

Contrairement à eux, nous affirmons que Mlle Toyloy est réellement une Vaudoise, une belle fille de chez nous. Sa victoire nous réjouit. Mais en déduire une théorie du métissage généralisé est absurde.

NICOLAS DE ARAUJO

¹ 4 octobre 2008.

Cohésion gouvernementale

L'article de M. Laurent Busslinger: «La patte d'un gouvernement constructif» dans *24 heures* du 15 novembre revient sur les difficultés que doit affronter actuellement le gouvernement vaudois:

[...] Sur ces prémisses-là, avec des grèves répétées et des milliers de fonctionnaires qui manifestent, sans oublier une police grommelant au rythme des incompatibilités de ses chefs, il y avait largement de quoi écorner la cohérence exécutive. On a connu des ruptures de collégialité pour moins que ça durant les législatures précédentes. Sans compter que la construction boîteuse et la com-

munication hésitante de la réforme salariale pouvaient inviter à toutes les postures de franc-tireur.

Or, c'est l'inverse qui est observé.

[...] Dans les deux cas, le gouvernement a montré un caractère fondamentalement constructif. Preuve que la concordance n'est pas un vain mot quand ceux qui sont élus dans ce système y croient. Et démonstration, au passage, du bien-fondé d'une innovation apparemment mineure des constituants: l'allongement de la législature à cinq ans. Il reste encore près de quarante mois jusqu'aux prochains combats électoraux, et c'est indubitablement propice au pragmatisme. [...]

Cette cohésion gouvernementale ne peut qu'être bénéfique pour le Canton. L'éloignement de l'échéance électorale, comme le souligne à juste titre l'auteur de l'article, y contribue pour une bonne part. Notre gouvernement serait bien meilleur si nos conseillers d'Etat ne devaient pas périodiquement se livrer aux vieux démons des joutes électorales partisans. Ajoutons que la présidence permanente du Conseil d'Etat n'est peut-être pas étrangère à l'amélioration que nous constatons.

E. J.

Vers la pénurie d'électricité

L'avenir, certes, n'appartient à personne ici-bas. Mais il y a, dans certains domaines, des probabilités qui confinent à la certitude. Ainsi en va-t-il de la pénurie d'électricité agendée pour 2020 environ, si la Suisse ne fait rien de sérieux pour y échapper.

Les données de base sont en effet connues: autrefois exportateur, notre pays est déjà devenu importateur net; la population va sans doute s'accroître (la démographie, science relativement exacte, prédit une augmentation sensible; on construit actuellement 40000 nouveaux logements par an); les réacteurs de Muehleberg et de Beznau arriveront en fin de vie dès 2020; nos droits de tirage sur les centrales françaises arriveront à échéance à partir de 2012.

Si un usage économe du précieux courant est évidemment recommandable, il serait trompeur de laisser croire que cela puisse compenser la poussée démographique et l'informatisation généralisée des activités humaines. Il serait aussi erroné de s'imaginer que le soleil et le vent constituent des sources

d'énergie électriques de remplacement à court ou moyen terme: Phoebus photovoltaïque et Eole à hélices ne produisent aujourd'hui que 0,05% des besoins du pays en électricité; décuplons ces cadeaux du ciel, et les dons des dieux resteront encore modiques...

La Fédération romande pour l'énergie expose cela, et répond à bien d'autres questions, dans un excellent opuscule de vingt-deux pages intitulé «La Suisse menacée de pénurie – L'impérieuse nécessité de nouvelles grandes centrales électriques». Préfacé par Serge Beck, ce fascicule répond aux questions que tout le monde se pose (aussi aux objections des adversaires de l'énergie nucléaire) en peu de mots, avec beaucoup de précision et de simplicité, dans un langage accessible au plus profane des profanes.

On peut se le procurer à la Fédération romande de l'énergie, case postale 673, 1001 Lausanne, tél. 021 728 65 95, info@frenergie.ch. Une lecture qui met bien les idées en place.

J.-F. C.

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne

Victoires et déboires d'un grand politique

A voir cet adolescent jouant de l'accordéon ou cet étudiant de *Stella* en tenue toute germanique (*flauss*, écharpe, crispins et rapière), on se dit que ce jeune homme avait tout pour devenir un vrai Suisse et faire une belle carrière après sa licence HEC obtenue à Neuchâtel. Ces photos surprenantes, nous les avons découvertes dans l'excellent ouvrage qui vient de paraître aux éditions de l'Aire: *Roland Béguelin: La Plume-Epée*. L'auteur en est Vincent Philippe, journaliste et romancier bien connu, qui fut en particulier correspondant de *24 heures* à Paris. Cet ouvrage est l'aboutissement d'une enquête historique très complète: étude des livres, discours, articles innombrables au *Jura Libre* dont Béguelin fut pendant des années le rédacteur en chef; correspondance, archives du Rassemblement jurassien, toute cette masse de documents a été scrupuleusement analysée. Vincent Philippe a interrogé aussi les personnes qui ont approché Béguelin: membres de sa famille, amis, collaborateurs et compagnons de lutte, et même ceux qui se sont un jour séparés de lui; ou encore les pro-bernois qui l'ont âprement combattu. Le résultat de cet immense travail: un ouvrage passionnant paru quinze ans après la mort de ce Jurasien qui fut sans conteste un des grands hommes politiques de la seconde moitié du XX^e siècle.

L'auteur mentionne les liens qui se sont tissés au fil des années entre le Rassemblement jurassien et la Ligue vaudoise. En 1957 déjà, c'est sur un rapport juridique de droit constitutionnel élaboré par Marcel Regamey, Philibert Muret et André Manuel que le mouvement séparatiste se fonde pour réclamer la mise sur pied du premier plébiscite de 1959. En 1963 paraît notre Cahier de la Renaissance vaudoise N° 44: *Le Jura des Jurasiens*. Ce cahier rédigé uniquement par des Jurasiens avec une préface incisive de notre ami André Manuel était destiné à faire connaître le problème aux Vaudois et aux Confédérés. Après le plébiscite victorieux de 1974 et pour tenter d'éviter le charcutage du Jura, Béguelin s'appuie sur une étude juridique d'André Manuel pour expliquer que: «... le OUI global obtenu dans le pays qui forme l'assise du peuple jurassien au sens de la Constitution bernoise engendre le nouvel Etat, ce dernier existe virtuellement et pourrait seul consentir à une cession de territoire.» (p. 121) Sans nous étendre sur nos contacts assez fréquents avec Béguelin, rappelons que celui-ci était un de nos invités quand nous avons fêté le 50^e anniversaire de *La Nation* en 1981; il y avait prononcé un discours que nous n'avons pas oublié. Ajoutons qu'à une «Fête de peuple jurassien» à Delémont, un jeune journaliste travaillant pour un des journaux lémaniques avait publiquement reproché au rédacteur en chef du *Jura Libre* de citer trop souvent *La Nation*, «journal d'extrême-droite, réactionnaire», etc. Béguelin lui avait fermement répondu en affirmant l'amitié et la vision fédéraliste commune qui nous unissaient depuis des années.

Bien sûr, nous ne cautionnions pas toutes ses prises de position (la Romanie et son drapeau, l'ethnicité française). Contrairement à nous, il se disait démocrate, encore que... A la dernière «Fête du peuple jurassien» à laquelle il avait participé en 1992, nous nous étions trouvés ensemble quelques minutes. Au cours de la conversation, Béguelin sortit tout à coup une de ces phrases creuses et sentencieuses, dont les politiciens ornent souvent leurs discours, sur les vertus de la démocratie. Je lui dis en souriant: «Vous êtes beaucoup trop intelligent et

trop bon politique pour croire à ce que vous venez de me dire.» Il a rigolé!

On serait vite tenté, quand on parle de Béguelin, de tomber dans le panégyrique. L'auteur du livre a su éviter ce piège. Il ne cache pas les paradoxes, qui sont d'ailleurs le lot de tout être humain. Il mentionne sa prise de position, étonnante chez un socialiste inscrit au parti, en faveur de l'Algérie française. Surprenant aussi le fait que, sous le pseudonyme d'Helveticus, le Jurasien ait publié régulièrement des articles dans *La Nation française*, journal monarchiste dirigé par Pierre Boutang avec lequel il était lié d'amitié. Mais il fait ressortir l'essentiel: l'amour de Béguelin pour sa patrie jurassienne, son histoire séculaire, sa culture, et sa lutte inlassable pour que le peuple jurassien jouisse lui aussi, comme les autres peuples de la Confédération, d'une souveraineté cantonale et que soit réparée l'injustice de 1815 par laquelle le Congrès de Vienne rattachait à Berne l'ancien Jura épiscopal. Grâce à Vincent Philippe, il est maintenant possible, à travers Béguelin, d'avoir une vue d'ensemble du combat jurassien de 1947 à 1993, date du décès du Secrétaire général du Rassemblement jurassien.

Il y a d'abord toutes les victoires remportées. Après le premier plébiscite raté de 1959, alors que toute l'officialité bernoise et suisse s'imaginent que l'affaire est terminée, Béguelin et ses compagnons repartent courageusement au combat. Grâce à de nombreuses actions rondement menées, ils acculent le pouvoir bernois et le pouvoir fédéral à organiser le plébiscite victorieux de juin 1974, puis à obtenir, grâce au vote fédéral de 1978, la reconnaissance du vingt-troisième canton. L'habileté, le verbe percutant du politique qui, avec son ami Roger Schaffter, saura enthousiasmer la jeunesse et la grande majorité du peuple ont permis de créer la République et Canton du Jura. C'est à juste titre que Béguelin sera nommé premier président du parlement jurassien.

Mais il y a aussi les déboires. Si la résistance du gouvernement bernois et des nombreux germanophones, installés dans le Jura-Sud grâce à la politique conduite par Berne avant la guerre de 1914, était normale, que dire des authentiques Jurasiens qui refusaient de suivre le mouvement autonomiste! C'est surtout l'incompréhension des Confédérés, la passivité du gouvernement fédéral à la remorque de la politique bernoise qui affectent Béguelin. Vincent Philippe le souligne fort bien: «Non seulement il s'est réclâmé du fédéralisme helvétique jusqu'au vote malheureux de 1959, mais il n'a guère cessé, par la suite, d'appeler aux valeurs de la Confédération pour contrer l'Etat de Berne... A bien des égards, son discours sur la Confédération est celui d'un amoureux éconduit.» (p. 130) Nous avons nous-mêmes ressenti cette attitude de prudente réserve des Confédérés en 1978 chez certains politiciens du comité vaudois pour le «OUI au Jura». On voulait bien prôner le oui, mais surtout ne rien dire et ne rien faire qui puisse porter ombrage au gouvernement bernois.

Autre déception: l'attitude du Conseil fédéral après le vote victorieux de 1974. Tout était conçu en vue d'un vote négatif, mais qui aurait quand même permis au Jura-Nord de se séparer. «Nom de D..., c'est le contraire!», s'exclama un Jurasien membre du Conseil exécutif bernois l'après-midi du 23 juin dans les corridors du *Rathaus*. La donne était nouvelle. Le Conseil fédéral aurait pu prendre une décision politique, instaurer une négociation. Nous savons que l'ancien conseiller

fédéral Paul Chaudet, qui avait pris conscience un peu rudement aux Rangiers en 1964 de la gravité du problème jurassien, aurait été prêt à jouer le rôle de médiateur. Kurt Furgler, entiché de l'Etat de droit, a tenu à laisser se dérouler la machinerie juridique des plébiscites. Béguelin, Jurasien du Sud, n'a jamais admis de voir sa patrie divisée. Passivité fédérale encore et arguties juridiques quand éclate en 1984 le scandale des «caisses noires»: pour finir, seul le vote du district de Laufen sera cassé et ces Jurasiens de langue allemande décideront en 1989 de rejoindre Bâle-Campagne.

Dernier déboire: en 1979, l'Etat jurassien devient souverain. Qu'attendait le Suisse officielle du nouveau canton? «Un heureux cantonnet du Jura, adorable et sage sur les genoux de grand-papa Furgler, où le méchant Béguelin sera bien vite supplanté par quelques "gentils" devenus "petits Suisses" à la crème, se satisfera bien vite de sa bonne fortune, retombera au niveau des querelles de partis, et tant pis pour les Ju-

rassiens du Sud!» (p. 374). Hélas! Béguelin ne croyait pas si bien dire. «L'Etat de combat» dont l'objectif premier devait être la réunification est bien vite devenu un canton comme les autres. La démocratie électorale et les partis – que Béguelin n'aimait pas: «des mafias» – ont joué leur jeu habituel.

Disons à la décharge des nouveaux ministres qu'il fallait mettre en place toute une administration et faire vivre le nouveau canton, par conséquent obtenir les subventions fédérales. Quelle déception de voir l'Etat jurassien abandonner en fait le rôle d'Etat de combat dont il avait rêvé!

Nous gardons de Roland Béguelin l'image d'un grand politique, habile, intraitable sur l'essentiel, réaliste, désintéressé, et surtout animé par un amour ardent de la patrie jurassienne à qui il a voulu donner une souveraineté. C'est en quoi nous nous sommes toujours sentis très proches de lui.

ERNEST JOMINI

L'homme dieu, ça fatigue

«A ce niveau-là, ça ne ruisselle plus, ça dégouline. L'omniprésence, sans le moindre bémol, dans la presse romande, les blogs, chez les rédacteurs en chef, de la figure d'Obama en Sauveur, en Rédempteur, en Recommenceur de la vie, a quelque chose qui devient pénible à supporter. Non que l'homme soit dépourvu d'éminentes qualités. Non que sa victoire ne soit pas éclatante, ni qu'elle marque un tournant évident, après huit années plombées de médiocrité. Mais une telle unanimité, comme en sectaires pâmoisons, parfois jusqu'à l'hagiographie, dans une profession comme le journalisme, où le doute et la discordance devraient tout de même avoir une certaine place, il y a quelque chose qui aiguise l'étonnement. [...]

...Obama sera peut-être un grand président. Et puis, peut-être pas. Nul ne

le sait. Après quelques mois d'état de grâce, il prendra ses premières décisions difficiles, aura à faire la guerre, se salir les mains, se rendre impopulaire, décevoir, bref faire de la politique. C'est sur ce travail-là qu'il faudra apprécier son œuvre et sa trace [...]. Après les rêves de campagne, voici venu le temps du pouvoir. Ancré dans la nature humaine, qui n'est pas exactement celle des anges...»

Cet article de Pascal Décaillot publié sur www.commentaires.com le 6 novembre démontre deux choses:

- il est possible à un journaliste compétent de garder la tête froide, même au lendemain d'une élection présidentielle américaine; c'est réconfortant;

- les journalistes compétents sont rarissimes; c'est inquiétant.

Ph. R.

Réabonnement 2009

Il y a une vingtaine d'années, les consignes de *La Nation* pour les votations fédérales étaient superflues: le technocratie centralisateur des objets soumis appelait un «non» nonante-neuf fois sur cent. Aujourd'hui, en politique, la sécheresse juridique a fait place à l'émotion et aux indignations de tous acabits: pendant que le Conseil fédéral fixe par arrêté urgent, non passible de référendum, un plan de sauvetage bancaire de plusieurs milliards, le peuple se déchire sur un obscur droit de recours des organisations, sur le bannissement de la cigarette des lieux publics ou sur une énième tentative de légalisation du chanvre. L'éclectisme des objets n'a souvent d'égal que leur vanité ou leur aspect éphémère. Dans ce kaléidoscope politique, il y a parfois de bonnes choses à prendre, ce qui nous force à nuancer nos recommandations de vote.

Ce louvoyage ne serait pas possible sans une solide boussole, à savoir le permanent souci du bien commun du Canton de Vaud. Cette position explique l'incessant combat de *La Nation* contre la centralisation, qu'elle soit fédérale, européenne ou mondialiste; elle justifie aussi l'intérêt porté dans ces colonnes pour les problèmes d'organisation territoriale du Canton, pour les questions communautaires, religieuses ou philosophiques. Les mots d'ordre qui vous sont proposés illustrent toujours le souci que nous avons de l'intérêt à long terme du Pays de Vaud.

Une telle cohérence de propos ne serait pas possible sans une parfaite liberté rédactionnelle. Notre non-participation au jeu électoral nous évite toute tentation démagogique. L'absence délibérée de publicité et une équipe de quelque trente rédacteurs bénévoles met *La Nation* à l'abri de toute pression du capital. Les coûts de confection, de distribution et d'administration du journal sont par contre bien réels. Ils sont entièrement couverts par notre lectorat et nos abonnés. Ces derniers trouveront en encarté le bulletin leur permettant de renouveler leur intérêt pour nos articles et leur confiance à nos rédacteurs. En raison de hausses diverses de frais enregistrées depuis 2006, nous sommes contraints de porter le prix du numéro à 3 francs et celui de l'abonnement à 72 francs (inchangé à 30 francs pour les gymnasiens, apprentis et étudiants). Nous espérons que cette augmentation ne découragera aucun de nos fidèles lecteurs, pas plus qu'elle ne crispiera la générosité de ceux d'entre eux qui s'étaient habitués à compléter le paiement de leur abonnement par un don. Nous les en remercions d'avance.

LA RÉDACTION

La grève, *ultima ratio*

La convention portant sur la mise en œuvre de la nouvelle grille salariale de la fonction publique, désignée sous l'abréviation *Decfo-Sysrem*, a été signée entre le Conseil d'Etat et l'un des trois syndicats, la Fédération des sociétés de fonctionnaires vaudois (FSF), le lundi 3 novembre dernier. Plusieurs grèves et des manifestations dans les rues de Lausanne ont entouré la conclusion de cet accord, menacent encore de se produire à l'heure actuelle. La grève du mardi 11 novembre a été faite par une grande majorité des employés de l'Etat dont la nouvelle grille prévoit de baisser les salaires; le même jour, près de 8000 personnes ont manifesté leur opposition au nouveau régime salarial. Entre ces grèves totales ont lieu des grèves partielles qui durent depuis deux semaines, et qui contribuent au désordre, sous la forme de «gels» administratifs. Le mécontentement des parties de la population qui subissent les conséquences de cette situation chaotique commence à se faire entendre.

Dans les collèges et les gymnases, concrètement, cela signifie des jours entiers de cours qui ne sont pas dispensés, des rapports d'absence confisqués, des bulletins de la mi-semestre tenus en réserve, des secrétariats fermés, quand les collèges et les gymnases ne sont pas eux-mêmes fermés jusqu'au lendemain. Ajoutons qu'une journée de grève mord toujours sur la journée qui précède et celle qui suit, que le climat d'ensemble est gâté, bref, que l'enseignement, depuis deux semaines, est troublé par les événements. La majorité des maîtres souhaite sortir au plus tôt de cette situation déplorable. Il n'est pas exclu cependant, selon le résultat des négociations qui ont lieu entre le Conseil d'Etat et les trois syndicats à l'heure où nous mettons sous presse, qu'elle se prolonge sous forme de grèves partielles plus ou moins graves jusqu'à la fin de l'année scolaire, voire au-delà.

Bien des critiques dirigées contre la nouvelle grille salariale sont parfaitement justifiées. La baisse importante du salaire des enseignants sur une carrière – elle se chiffre entre 120000 et 150000 francs – n'est absolument pas justifiée par le Conseil d'Etat; avec les maîtres du se-

condaire, qui sont les plus touchés par *Decfo-Sysrem*, les secrétaires d'établissement, le personnel administratif des hôpitaux, les professions para-médicales, les bibliothécaires, notamment, voient leur fonction dévalorisée par une diminution de salaire; dans ces cas-là non plus, aucun argument sensé n'est donné par le Conseil d'Etat pour justifier une telle mesure. Ceci déjà n'est pas acceptable. Ce n'est pas une manière de gouverner que de faire valoir une réforme par des arguments formels et extrinsèques, comme celui de la transparence, qui serait plus grande dans la nouvelle grille salariale que dans l'ancienne. Ce qui apparaît en tous cas, c'est que les finalités de la réforme en question, et l'attitude du Conseil d'Etat pour la mise en place de cette dernière, sont tout sauf politiques. D'où l'impression d'arbitraire partagée par les fonctionnaires perdants.

Le mauvais argument de la transparence utilisé pour défendre *Decfo-Sysrem* est lui-même mis à mal, quand on sait que les employés de l'Etat ont dû faire des efforts considérables d'exégèse pour parvenir à saisir leur classification dans le nouveau système salarial telle qu'on la leur présentait dans une fiche d'information. En outre, bon nombre de ces fiches étaient erronées. Quant à l'argument selon lequel la réforme serait plus équitable, qui impliquerait que celle-ci serait un simple rééquilibrage des salaires, il est fallacieux. On sait en effet, bien que cela ait peu figuré dans la presse, que certains hors-classe dans la grille actuelle, chefs de service et autres, seront augmentés avec *Decfo-Sysrem*. Si cette augmentation ne concerne qu'une petite centaine d'employés, et qu'elle ne représente qu'une mince partie de la masse salariale, elle manque singulièrement d'élégance et contribue à mettre le feu aux poudres. Il ne fallait pourtant pas être grand clerc pour prévoir cette dernière conséquence.

Si l'on se concentre maintenant sur l'enseignement secondaire, au collège et au gymnase, les nouvelles conditions salariales prévues sont, là encore, très discutables. Outre la baisse de salaire signalée plus haut, la réforme pose trois conditions¹ pour passer à la classe supérieure: «disposer d'une expérience pro-

fessionnelle de quinze ans au minimum», «justifier d'une formation ou d'un projet de formation continue», et enfin «accepter d'accomplir une ou des tâches particulières». La première condition, en elle-même, n'est pas choquante; les deux suivantes introduisent l'idée d'un salaire au mérite, en l'occurrence déplacée. Les maîtres de collège et de gymnase accomplissent une formation longue, suffisante pour exercer leur fonction. La formation requise, les exigences propres au métier, la responsabilité qu'il implique: là sont les bases qui doivent servir à la classification salariale. La formation continue et les tâches particulières – maître de classe, chef de file, praticien-formateur à la HEP, et d'autres encore – ne sont que périphériques à la fonction elle-même. Le système de décharges qui existe actuellement pour ces tâches est beaucoup plus approprié.

Pour toutes ces raisons, *Decfo-Sysrem* méritait d'être rejeté. Or la Fédération des sociétés de fonctionnaires vaudois l'a accepté, voulant par là entériner les quelques améliorations amenées par le nouveau système salarial, comme la revalorisation de certaines professions dites «oubliées», parmi lesquelles celle d'instituteur. Elle comptait en même temps sur les négociations sectorielles qui suivraient la signature de l'accord en espérant qu'elles déboucheraient sur une revalorisation, ou au moins une diminution de la perte salariale pour tous les fonctionnaires.

Les grèves déclenchées le 30 octobre et le 3 novembre, surtout dans les établissements secondaires, avaient pour but d'empêcher le syndicat d'accepter la réforme. Elles devaient, en plus d'exprimer le rejet de celle-ci, agir comme une menace pour la suite. La grève massive de la fonction publique du 11 novembre et celle plus restreinte du jour suivant ont été menées dans l'intention d'obliger le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, ainsi que le Conseil d'Etat, à ouvrir le plus rapidement possible des négociations dans tous les secteurs perdants. Pour les enseignants, l'enjeu était – est toujours – de revenir sur les deux dernières conditions de l'article 10 cité plus haut et d'obtenir un passage automatique à la classe supérieure après quinze ans d'expérience.

Le tableau est tout de même alarmant. On a tendance à l'oublier quand on se trouve pris dans le feu de l'action: la grève n'est pas un acte anodin. Elle représente une rupture dans le corps social, une forme limitée de guerre civile. En l'occurrence, la rupture entre l'Etat et les fonctionnaires n'est pas la seule; elle a lieu également entre les enseignants et

les parents d'élèves, entre les enseignants et une grande partie de la population, qui voit se confirmer, avec une satisfaction mauvaise, ses stéréotypes du maître perpétuellement en vacances et grassement payé. En raison de sa gravité, dont il est difficile de mesurer l'ampleur, la grève ne doit être utilisée qu'en dernier recours. La grève est l'*ultima ratio*, le dernier moyen quand on a épuisé tous les autres. Les chefs qui la dirigent ne doivent pas perdre cela de vue, au risque d'instaurer un nouvel ordre, où ce genre de ruptures sociales sont considérées comme normales. Nous avons sous les yeux l'exemple français. Il est possible, croyons-nous, de glisser, puis de s'enliser dans ce nouvel ordre assez facilement et rapidement. D'où encore la nécessité de faire usage de la grève avec la plus grande parcimonie.

Nous avons dit à quel point la nouvelle grille salariale était critiquable. Bien que les enseignants soient loin d'être les seuls concernés, la dévalorisation visée par *Decfo-Sysrem* n'est pas la première flèche qui tente d'atteindre la fonction; on se rappelle, il y a quelques années, la proposition du Conseil d'Etat d'augmenter, de manière importante, le temps de travail des maîtres de collège et de gymnase. Il faut à tout prix prévenir la chute du métier, qui a déjà eu lieu dans certains pays voisins. Et c'est le rôle des syndicats de défendre le statut d'enseignant auprès d'un gouvernement qui a trop tendance à fonder sa politique sur le sentiment général de la population.

Les nombreuses grèves de ces dernières semaines étaient-elles toutes nécessaires? Il est permis d'en douter. Il est clair que les fonctionnaires n'ont pas fait de la grève une *prima ratio*. Les appels à la lutte et à la mobilisation des fonctionnaires ont toutefois occulté sa gravité.

BENOÎT MEISTER

¹ C'est l'article 10 de la Convention portant sur la mise en œuvre de la nouvelle classification des fonctions et de la nouvelle grille salariale, signé par le Conseil d'Etat et la Fédération des sociétés de fonctionnaires vaudois.

La belle Gitane

Au petit matin. On a la bouche vierge encore d'une nuit paisible, et c'est la première cigarette. La première, la meilleure, et la seule. La fumée, parfumée, envahit le palais, puis les volutes, parfumées, envahissent peu à peu la pièce, au gré des faibles courants d'air ascendants et descendants; c'est joli à observer, la fumée, ce terme qu'une méchante traduction de l'Ecclésiaste a curieusement remplacé par *vanité*. «Fumée des fumées, tout est fumée». Active et passive. Ce sont les premières minutes

agréables de la journée, les seules peut-être, car on ne sait pas de quoi les prochaines heures seront faites. Peut-être devra-t-on pénétrer en ces lieux aseptisés où puent l'eau de Javel, la transpiration et la propreté. On fume sa Gitane à 1 milligramme de nicotine et 91% de tabac. Elle est silencieuse, la Gitane délicate, et elle ne fait pas de bruit. L'on se prend à l'idée de lancer une initiative constitutionnelle contre le bruit passif.

D. L.

30 novembre: que voter?

Désignation des assesseurs de la Cour des assurances sociales:	Oui
Musée cantonal des Beaux-Arts:	Oui
Initiative populaire «fumée passive et santé»	Non
Contre-projet du Grand Conseil.....	Non
Question subsidiaire:.....	Contre-projet
Initiative «Pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine»	Non
Initiative «Pour un âge de l'AVS flexible»	Non
Initiative «Droit de recours des organisations: assez d'obscurantisme»	Oui
Initiative «Pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse»	Non
Modification de la loi sur les stupéfiants:	Non

Erratum

Dans l'article intitulé «Hitler et les neutres: la Suisse innocentée» publié le 7 novembre dernier, le prénom du président de l'ex-Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, M. Bergier, est bien Jean-François et non Jean-Pierre. Avec nos regrets pour cette confusion.

JPC

Le Coin du Ronchon

Radicalement vaudois

Le Vaudois n'aime pas choisir. Ou, plus exactement, il aime ne pas choisir. Quand il a le choix, il choisit de ne pas choisir. C'est dire si le système électoral ne lui convient guère! – mais là n'est pas le sujet. Cet amour du non-choix, aussi fort que celui des lois, on l'a vu s'illustrer admirablement dans l'épilogue de ce que la presse a appelé «la guerre des chefs» au sein de la police cantonale. Le gouvernement devait trancher, mais il était bien ennuyé car certaines personnes tenaient pour l'un des protagonistes et d'autres soutenaient l'autre. Si l'opinion avait été acquise entièrement au premier ou entièrement au second, on aurait pu liquider sans contestation le chef sans soutien, sans se demander s'il était moins bon ou

plus coupable que l'autre. Tandis que là, on courait le risque de créer des mécontents. Ou plutôt des contents et des mécontents. Ça n'aurait pas été vaudois. On a donc trouvé une solution vaudoise: ne pas trancher. Ce qui consistait en l'occurrence à trancher partout, des deux côtés à la fois – tout en affirmant qu'on n'avait pas tranché et que les deux parties étaient d'accord de se retrancher. Plutôt mécontenter tout le monde que créer des contents et des mécontents qui pourraient ne pas être d'accord entre eux.

L'avenir dira si cette solution était ou non la bonne. Mais une chose est sûre: dorénavant, on sait qui ne commande pas, ici!

LE RONCHON